

Prévention : comment susciter le désir ?



Colloque organisé
par Coopération Santé

Mercredi 20 septembre 2023

Avec le soutien institutionnel de :

abbvie

**DÉPISTAGE
DESCANCERS**
Centre de coordination
Nouvelle-Aquitaine

 **MSD**

 **Pfizer**

sanofi



SANTÉ • PRÉVOYANCE
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus
qu'une mutuelle

PROTÉGER LES SALARIÉS FAIT AUSSI PARTIE DE NOS COMBATS

Unéo, première mutuelle des forces armées, portée par des valeurs fortes, met aussi son expertise à la disposition des entreprises et des organismes qui souhaitent offrir à leurs collaborateurs une protection collective fiable.

En savoir plus



groupe-uneo.fr



PRÉVENTION : COMMENT SUSCITER LE DÉSIR ?



Marie-Josée AUGÉ-CAUMON,
vice-présidente de Coopération Santé.

Si la prévention constitue le meilleur moyen de réduire les inégalités de santé, de favoriser l'accès aux soins et de limiter le fardeau des maladies chroniques, elle demeure le parent pauvre de notre système de santé.

Un manque d'attrait sur lequel s'est penché Coopération Santé lors de son colloque du 20 septembre 2023 à l'Institut Curie (Paris). « Depuis plus de 15 ans, nous organisons des dîners, des colloques, des publications, etc. pour créer un

espace de dialogue et de rencontres entre des personnes qui, au départ, n'avaient pas l'habitude d'échanger, alors quelles travaillent toutes avec la même ambition : améliorer la santé et les soins », rappelle Marie Josée Augé-Caumon, vice-présidente de Coopération Santé. Soignants, patients, acteurs institutionnels, assureurs, représentants de l'industrie... Tous ont participé à ces débats, autour d'un objectif : « Prévention : comment susciter le désir ? »

La prévention est en effet un vaste sujet. Elle trouve sa place dans la vie quotidienne, dans les établissements de santé, dans les politiques – de la mairie à l'OMS –, les financements... Elle se décline en prévention primaire, secondaire, tertiaire, voire même quaternaire. Ciblée ou universelle, elle vise les risques, mais aussi les impacts de la maladie. « Un colloque n'aurait pas suffi à aborder tous ces sujets. C'est pourquoi nous avons choisi une autre méthode, afin de démontrer par l'exemple que certaines initiatives menées dans les territoires peuvent être étendues au niveau national. »

TROIS SUJETS CLÉS

Ce colloque, décliné en trois tables rondes et accompagné de keynotes et présentations, a été l'occasion d'aborder les sujets phares de la prévention : la vaccination, qui a révolutionné la lutte contre des maladies courantes au cours du dernier siècle ; les maladies chroniques, qui occupent une place grandissante dans les soins en raison d'une prévalence en hausse et du vieillissement des populations qu'il faudra accompagner ; ainsi que le financement de ces initiatives. « Chaque fois que nous abordons le sujet de la prévention auprès des décideurs politiques, la réponse est la même : «oui, elle permet de faire des économies à long terme, mais aujourd'hui, combien cela coûte ?» D'où l'importance d'éclairer au mieux ces enjeux de financement, de coordination et finalement de coopération entre tous les acteurs de la santé », conclut Marie Josée Augé-Caumon.

« Un colloque n'aurait pas suffi à aborder tous les sujets. C'est pourquoi nous avons choisi une autre méthode, afin de démontrer par l'exemple »

PRÉVENTION : COMMENT SUSCITER LE DÉSIR ?

Colloque organisé le 20 septembre 2023 à l'Institut Curie (Paris 5^e)
par Coopération Santé



OUVERTURE DU COLLOQUE

PRÉVENTION : COMMENT SUSCITER LE DÉSIR ?

Marie Josée Augé-Caumon, vice-présidente de Coopération Santé

TABLE RONDE 1



- p. 6 **REPÉRAGE, AVEC L'EXEMPLE DE LA VACCINATION**
Mickaël Halimi, Associate Partner chez Nextep
- p. 7 **CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ DE LA PRÉVENTION**
Patrick Gasser, président d'Avenir Spé
- p. 9 **DES COOPÉRATIONS ENTRE SOIGNANTS À REDESSINER**
John Pinte, président du SNIIL
- p. 10 **AIDER LES PATIENTS À RÉINTÉGRER LE PARCOURS VACCINAL**
Guillaume Racle, pharmacien et conseiller économie et offres de santé USPO



KEYNOTE

p. 12 **PROMOUVOIR LA VACCINATION À TOUS LES NIVEAUX**

Gérard Thibaud, vice-président de Vaccitanie, administrateur de l'ANDAR

TABLE RONDE 2

p. 14 **L'ENJEU DES MALADIES CHRONIQUES**

Vincent Olivier, président de Coopération Santé et fondateur de Recto Verso

p. 15 **SORTIR LA PRÉVENTION DU CHAMP DE LA SANTÉ**

Anne Buisson, directrice de l'Association afa Crohn RCH

p. 16 **LES DONNÉES DE SANTÉ AU SERVICE DE LA PRÉVENTION**

Caroline Guillot, directrice citoyenne du Health Data Hub

p. 17 **DE NOUVEAUX ESPACES DE COOPÉRATION**

Benjamin Gandouet, directeur du Centre régional de dépistage des cancers - Nouvelle-Aquitaine



KEYNOTE

p. 18 **PREVENT2CARE : UN LABORATOIRE D'IDÉES DE PRÉVENTION**

Sylvie Troy, directrice médicale adjointe de Pfizer ; Clémence Lauras, responsable du Prevent2Care Lab

TABLE RONDE 3

p. 20 **L'ENJEU DU FINANCEMENT ET DE LA COORDINATION**

Alain Coulomb, président d'honneur de Coopération Santé

p. 21 **DONNER UN « COUP DE POUCE » À LA PRÉVENTION**

Jean-Marc Aubert, VP Healthcare France d'IQVIA

p. 22 **DES MUTUELLES AU PLUS PROCHE DES POPULATIONS**

Quentin Bériot, directeur général Unéo

p. 23 **DES ENTRETIENS DE MOTIVATION À LA PRÉVENTION**

Christine Bihl, pharmacienne d'officine, collègue Pharmacie

p. 24 **VERS UN « BUDGET PRÉVENTION »**

Delphine Champetier de Ribes, directrice adjointe, direction de la Sécurité sociale, ministère de la Santé et de la prévention



MESSAGE

p. 26 **UNE PRÉVENTION À L'ÉCHELLE INDUSTRIELLE**

Cyrille Isaac-Sibille, député du Rhône

TABLE RONDE 1

REPÉRAGE : L'EXEMPLE DE LA VACCINATION

L'épidémie de covid 19 l'a montré avec force : en matière de vaccination, d'importants efforts de pédagogie restent à faire. Comment mobiliser les professionnels de santé ? Comment faire participer les usagers ? Bref, comment redonner confiance ? Autant de questions qui ont été abordées lors de cette première table ronde, animée par Mickaël Halimi, Associate Partner chez Nextep, sous un angle nouveau : celui du désir.



Mickaël HALIMI,
Associate Partner chez Nextep

« Le désir est irrationnel, obsédant, fugace. Si cette notion convient bien à la grande consommation, au luxe en particulier, elle n'est en revanche pas évoquée par le secteur de la santé, qui valorise le temps long, la maîtrise et la réflexion », constate Mickaël Halimi. Et pourtant, lors-

« Le désir n'est que peu évoqué par le secteur de la santé, qui valorise le temps long, la maîtrise et la réflexion »

qu'il s'agit de la vaccination, le désir de se protéger est moteur et a toujours joué un rôle clé dans l'adhésion aux campagnes. Mais contrairement au temps de la variole, de la poliomyélite, de la rougeole ou même de la Covid-19, la gravité des maladies que les vaccins permettent d'éviter n'est plus aujourd'hui dans la conscience collective. Autorités, soignants et autres acteurs du système de santé doivent porter de nouveaux arguments : protéger ses proches et les personnes fragiles, réduire l'afflux de patients dans les hôpitaux, s'immuniser aujourd'hui contre des maladies qui ne pourraient apparaître que dans quelques dizaines d'années...

Ces messages, les soignants en première ligne de la vaccination - médecins, infirmiers, pharmaciens, sages-femmes - sont prêts à les porter. Mais ils réclament pour cela une meilleure information, la construction de messages communs, des collaborations renforcées pour s'assurer qu'aucune personne ne sera oubliée, et de nouveaux outils en faveur des démarches d'« aller vers ». « Ce qui est intéressant à travers ces messages est qu'il n'est plus question de seulement réfléchir à l'adhésion aux vaccins, mais aussi de mieux prendre en compte l'envie et l'aspiration des Français à une nouvelle politique vaccinale », souligne Mickaël Halimi.

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ DE LA PRÉVENTION

Parler de la vaccination pour le Dr Patrick Gasser, président d'Avenir Spé, c'est d'abord parler d'éducation. « Et aujourd'hui dans notre pays, les efforts en ce sens sont assez limités, voire complètement absents. » Car l'éducation n'est pas qu'une affaire de soignants, c'est aussi et surtout une responsabilité sociétale, avec le devoir d'en parler dès le plus jeune âge, à l'école, dans les quartiers, les familles, sur les réseaux sociaux... Car les ravages de certaines pathologies évitées grâce aux vaccins, comme la poliomyélite, ont disparu de la conscience collective, parfois gagnée par le doute.

En témoignent les difficultés de la vaccination contre les papillomavirus, qui peine à décoller en France, malgré l'important recul sur ces vaccins et les succès d'autres pays, comme l'Australie qui a pratiquement éradiqué le cancer du col de l'utérus. « Pourtant, investir dans la vaccination, c'est investir dans l'avenir. Il faut donner à la population les clés pour comprendre les enjeux et ne pas avoir peur de fixer une échéance à laquelle ses bénéfices concrets pourront être mesurés », insiste le Dr Gasser.

PORTER UN MESSAGE COMMUN

Les taux limités de vaccination en France interrogent aussi le message porté par les soignants. « Il y a trop d'hésitations et c'est à nous de travailler ensemble pour construire cette réponse avec l'appui des autorités de santé. » Une nouvelle attention qui doit aussi ouvrir la voie une démarche d'« aller vers », en particulier auprès des plus fragiles. « Chaque professionnel de



Dr Patrick GASSER,
président d'Avenir Spé

santé connaît ses patients, leur pathologie et les éventuelles contre-indications à la vaccination. Ils savent aussi identifier ceux qui ont besoin d'une plus grande attention et dans ces moments-là, un simple appel ou un rendez-vous peut suffire. »

Une réponse aussi à l'accès à la prévention des personnes handicapées, qui ne sont souvent regardées qu'à travers leur handicap. « Dans les pays nordiques par exemple, il n'y a pas d'hésitation à accompagner son voisin, ses parents, ses proches dans leurs démarches de santé. Il y a beaucoup moins d'individualisme qu'en France. Et c'est probablement ce que nous devons vaincre pour construire une société de la prévention », souhaite Patrick Gasser.

« Les efforts de la France en matière d'éducation à la santé sont assez limités, voire complètement absents »

DÉPISTAGE DESCANCERS

Centre de coordination
Nouvelle-Aquitaine

La mission du **Centre de Dépistage des Cancers** (CRCDC-NA) est de **coordonner les dépistages organisés des cancers en Nouvelle Aquitaine** avec comme objectif de sensibiliser l'ensemble des professionnels et bénéficiaires afin d'**augmenter les taux de participation** et d'être **acteur de la prévention** en santé publique. **Le dépistage organisé du cancer du sein, du colon et du col de l'utérus, en Nouvelle Aquitaine, c'est nous !**

On le sait, face à l'augmentation de l'incidence des cancers, la meilleure arme que nous ayons est la prévention primaire et le dépistage.

Pourquoi ?

Le dépistage organisé des cancers est la meilleure arme de prévention que nous ayons contre la maladie. Grâce au dépistage 9 cancers sur 10 pourraient être évités. Le CRCDC de Nouvelle Aquitaine, en acteur majeur de la prévention en santé publique, mobilise les partenaires de la région et coordonne les actions terrain d'aller vers pour répondre à cette urgence de façon efficace.

Participation
au dépistage
organisé
du **cancer
du sein**
46.8 %



Participation
au dépistage
organisé
du **cancer
colorectal**
34.3 %



Participation au
dépistage
organisé
du **cancer col
de l'utérus**
61.7 %



Des démarches d'inclusion et d'aller-vers, pour être au plus près des personnes les plus éloignées des soins (quartiers prioritaires de ville, personnes en situation de précarité ou de handicap etc.), des actions sur mesure afin de faciliter les prises de rendez-vous et l'accès aux dépistages.

Dispositifs mis en place pour celles & ceux qui ne réalisent pas le dépistage.

CREUSE - Territoire d'Auzances : 35 % de participation au dépistage du cancer du sein en 2021 - 1 journée et demi sans rendez-vous : 81 femmes dépistées.

Des actions concrètes, innovantes et différenciantes sur les territoires sous-participants au plus près des bénéficiaires pour inciter au dépistage.

LANDES - Etablissement d'accueil pour personnes en situation de handicap : de 72.7 % de participation au dépistage du cancer du sein à 90.9 % après intervention du CRCDC-NA.

Des campagnes de prévention régionales pluricanales sur l'importance du dépistage, pour faire savoir et faire faire.

le CRCDC-NA est financé par :



DES COOPÉRATIONS ENTRE SOIGNANTS À REDESSINER

Les infirmiers ont acquis le 10 août 2023 le droit à prescrire l'ensemble des vaccins du calendrier vaccinal. Au-delà de l'acte médical bien maîtrisé par la profession, se pose donc la question du discours et des informations à apporter autour de cette prescription. Les infirmiers sont-ils prêts à jouer ce nouveau rôle auprès de leur patient ? « Il y a une vraie volonté, mais je pense en effet qu'il faut aussi former les infirmiers à porter les bons messages et à se tourner vers les bonnes sources », répond John Pinte, infirmier et président du Sniil (Syndicat national des infirmières et infirmiers libéraux). « D'autant qu'en plus des infirmiers et des médecins, les pharmaciens et les sages-femmes ont aussi gagné cette autonomie. Il faut s'assurer de porter aux patients des messages qui vont tous dans le même sens. »

Une exigence qui souligne la nécessité de renforcer les coopérations entre soignants en s'appuyant sur les outils à leur disposition, comme Mon espace santé, nouveau carnet de santé numérique accessible à tous les professionnels. « C'est une réponse aux médecins qui avaient reproché au début de la vaccination contre la grippe par les infir-

« C'est auprès des personnes dépendantes et de leurs proches que nous avons un rôle à jouer »



John PINTE, infirmier et président du Sniil

miers de ne pas en être informés. Ils ont raison, nous devons y répondre en facilitant le partage des informations. » Pour les infirmiers, la démarche doit aussi s'inscrire plus largement dans les politiques de prévention, à travers par exemple les nouveaux rendez-vous proposés aux âges clés de la vie.

DES PATIENTS MIEUX CIBLÉS

John Pinte ne craint pas pour autant une nouvelle compétition entre soignants sur ces nouvelles missions. « À chacun son métier. Dans leur quotidien, les pharmaciens voient une grande partie de la population, mais ce n'est pas forcément celle que nous voyons, nous, infirmiers. Nous sommes plutôt face à des personnes dépendantes, qui se déplacent d'ailleurs peu à la pharmacie. C'est auprès d'eux et de leurs proches que nous avons un rôle à jouer. » Grâce à leurs nombreuses visites à domicile, les infirmiers peuvent en effet mieux comprendre le cadre de vie des personnes et adapter leur message de prévention. Un vrai plus pour lutter contre les déterminants de la santé. « C'est là où il est important de remettre la vaccination dans un contexte plus global de prévention. Il faut aussi que les soignants comprennent que ce n'est pas parce qu'ils vont délivrer un message, inciter à la vaccination qu'il y aura forcément un acte à la clé. » les outils disponibles pour y parvenir. »

AIDER LES PATIENTS À RÉINTÉGRER LE PARCOURS VACCINAL

Auteurs clés de la vaccination pendant la pandémie, les pharmaciens abordent l'ouverture de la prescription des vaccins du calendrier vaccinal avec confiance. « Même s'il

ya toujours ce temps de conviction à accorder aux patients, le sujet, selon moi, est d'abord de susciter le désir », indique Guillaume Racle, pharmacien et conseiller économie et offres de santé de l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (USPO). « Pour y arriver, le premier élément est l'éducation à la santé de la population et des représentants. Le deuxième est l'information et les canaux utilisés, notamment l'Assurance-maladie. En effet, nos missions qui fonctionnent le mieux sont celles où l'Assurance-maladie informe directement les assurés de leur possibilité à requérir un service, comme la vaccination comme la grippe à travers les bons de prise en charge. »

Un système qui pourrait être adapté aux différentes vaccinations suivant les âges et les éventuelles comorbidités des assurés. Les soignants espèrent d'ailleurs un net renforcement de leur coopération avec la Cnam. Des expérimentations sont en cours. En Seine-Saint-Denis par exemple, l'Assurance-maladie a obtenu une autorisation de la Cnil pour transmettre aux médecins les données sur



Guillaume RACLE,
*pharmacien et
conseiller économie
et offres de santé
de l'USPO.*

le dépistage des HPV, ouvrant ainsi la voie à une démarche de l'« aller vers ».

MIEUX IDENTIFIER LES BESOINS

Au-delà, les pharmaciens comptent participer au renforcement de la couverture vaccinale grâce aux « vaccinations d'opportunités ». « Il s'agit par exemple d'une personne qui va venir à l'officine pour une petite plaie et qui n'est pas suivie régulièrement par un médecin. En prenant le temps de les informer, alors il sera possible de les faire revenir dans un parcours vaccinal », explique Guillaume Racle. Il peut aussi s'agir de patients chroniques suivis par des médecins spécialistes qui ne suivent pas toujours les vaccinations, malgré l'importance d'une bonne prise en compte de leurs comorbidités. Pour les atteindre, un effort est aussi attendu du côté des logiciels de pharmacie. « Aujourd'hui, notre logiciel peut nous alerter sur l'anniversaire d'un patient, mais pas sur une date de rappel de sa vaccination. Cela serait pourtant utile de voir ce type d'information remonter directement. »

« Les missions qui fonctionnent le mieux à l'officine sont celles où l'Assurance-maladie informe les assurés »



SOIGNER & PRENDRE SOIN

La mission de nos 50 000 collaborateurs :
innover pour soigner et guérir les patients atteints
de maladies invalidantes, graves et complexes.

Nous agissons dans 6 aires thérapeutiques :
l'immunologie, l'ophtalmologie, l'onco-hématologie,
les neurosciences, la virologie et la médecine esthétique.

abbvie

abbvie.fr

Société par Actions Simplifiée à associé unique au capital de 133 449 467,40 €
RCS Créteil 750 775 660 - Siège Social : 10 rue d'Arcueil 94528 RUNGIS Cedex - Numéro SIRET : 750 775 660 00012

PROMOUVOIR LA VACCINATION À TOUS LES NIVEAUX

Frappé sur le chemin de l'école par l'arthrite juvénile à neuf ans, Gérard Thibaud a d'abord été un patient « très docile », attentif aux injonctions du corps médical – « Tu ne pourras pas travailler, pas faire de sport, etc. ». Avant de comprendre à 15 ans que sa santé n'appartenait pas uniquement aux médecins. « J'ai alors découvert le plaisir d'être acteur de ma santé et de donner un territoire borné à ma maladie, grâce notamment à la prévention. » Une expérience mise au profit d'AVNIR (Associations VacciNation Immunodéprimées Réalité), de Vacci'tanie, dont il est le vice-président, et de l'Association nationale de défense contre l'arthrite rhumatoïde (AN-DAR), sans oublier ses engagements en tant que patient expert.



Gérard THIBAUD,
*vice-président
de l'association
Vacc'i'tanie*

Lorsqu'il s'agit de parler de vaccins, le témoignage de Gérard Thibaud résonne auprès des patients. « J'ai entendu dire que ma maladie était liée à la vaccination contre la variole et c'est vrai que je suis resté jusqu'à l'âge de 50 ans en recul par rapport aux vaccins. Puis j'ai intégré AVNIR et mon point de vue a complètement évolué. » La prévention vaccinale est en effet indispensable pour les patients immunodéprimés, mais elle est assez peu évoquée et parfois même méconnue des soignants. « Il est difficile pour un patient immunodéprimé d'obtenir le vaccin qu'il souhaite que ce soit auprès de son généraliste – qui ne connaissant pas forcément

ses traitements prescrits à l'hôpital ne va pas vouloir s'engager –, ou de son spécialiste à l'hôpital qui ne s'occupe pas de la vaccination », témoigne Gérard Thibaud.

VACCI'TANIE

Collectif créé en 2018, qui s'est ensuite transformé en association, Vacci'tanie couvre toute la région Occitanie. L'objectif est de promouvoir la prévention des maladies infectieuses, notamment à travers la vaccination, en diffusant des informations, des études ou des débats, jusque dans les établissements de santé. « Nous avons mené une étude au CHU de Toulouse pour mieux comprendre la vaccination des professionnels de santé. Si les médecins sont très bien protégés, les taux diminuent lorsque l'on descend jusqu'aux aides-soignants. Et nous, patients immunodéprimés, avons du mal à accepter que les personnes qui s'occupent de nous puissent représenter un risque », insiste Gérard Thibaud. D'où la nécessité d'en parler pour augmenter la couverture vaccinale tant au niveau du grand public que des professionnels de santé.

« J'ai découvert le plaisir d'être acteur de ma santé et de donner un territoire borné à ma maladie »

Dans la tête de Sophie,
maman, migraineuse depuis 6 ans

ENCORE UNE CRISE DE
MIGRAINE...

ALLEZ, JE JOUE AVEC LÉA
MALGRÉ TOUT...

"DÉSOLÉE MA CHÉRIE,
MAMAN NE PEUT
PAS JOUER"

C'EST DE
PIRE EN PIRE



M'ALLONGER DANS
LE NOIR ME FERA
PEUT-ÊTRE DU BIEN

FOUILLER
DANS LA TROUSSE
À PHARMACIE



RIEN N'Y FAIT,
J'AI TROP MAL

"ÇA VA MIEUX MAMAN ?
POURQUOI TU NE VEUX
LÉA
PAS JOUER ?"



SUIS-JE UNE
MAUVAISE MÈRE ?



EN FRANCE,
11 MILLIONS
DE PERSONNES
SOUFFRENT DE LA
MIGRAINE. (1)

Pourtant la science
progresses.

 Pfizer



RDV sur pfizerpro.fr

⁽¹⁾ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1181614?geo=FRANCE>

TABLE RONDE 2

L'ENJEU DES MALADIES CHRONIQUES

« Il aurait été impensable de parler de prévention sans parler des maladies chroniques », souligne Vincent Olivier, président de Coopération Santé et Fondateur de Recto Verso, à l'ouverture de cette deuxième table ronde du colloque de Coopération Santé. Face aux 20 millions de personnes touchées en France, selon l'Assurance-maladie, l'enjeu, cette fois, est triple : « La prévention est primaire pour empêcher la maladie, secondaire pour éviter qu'elle ne s'aggrave et tertiaire pour lutter contre les rechutes. »

Si le chantier s'annonce immense, les gains potentiels plaident pour des actions d'ampleurs : contre les cancers par exemple, la moitié des cas, soit jusqu'à 170.000 cancers, pourraient être évités chaque année en luttant contre le tabac, l'alcool, la sédentarité, la mauvaise alimentation... Par ailleurs, selon une récente étude de la Drees, 265.000 hospitalisations liées à des pathologies chroniques pourraient être évitées chaque année grâce à une meilleure prévention tout au long de la prise en charge des patients. Enfin, pour les patients en rémission, plusieurs études ont démontré l'importance d'une bonne hygiène de vie, notamment d'une activité physique régulière, afin de réduire



Vincent OLIVIER,
*président de
Coopération Santé et
Fondateur de Recto
Verso*

« La prévention est d'autant plus importante que les maladies chroniques sont en augmentation constante en France »

le risque de rechute et la mortalité, de 30 % par exemple après une pathologie coronaire.

DES ACTIONS URGENTES

« Cette prévention est d'autant plus importante que les maladies chroniques sont en augmentation constante en France », insiste Vincent Olivier. « Par exemple le nombre de diabètes a augmenté de près de 450.000 en cinq ans et celui des cas de maladies cardiovasculaires de 540.000. C'est un vrai problème de santé publique, face auquel les politiques de santé semblent parfois démunies. » D'où l'ambition des acteurs du système de santé de sortir aujourd'hui la prévention du seul champ de la santé, pour l'inscrire dans le parcours de vie des Français ; et, ainsi, libérer le potentiel des nouveaux outils numériques et des données de santé qui permettent des actions plus ciblées et plus efficaces ; mais aussi repenser les collaborations à l'échelle locale afin de donner à chaque acteur un rôle précis auprès des patients.

SORTIR LA PRÉVENTION DU CHAMP DE LA SANTÉ

Selon une étude menée par Carenity en France en 2022, 81 % des patients chroniques se sentent isolés. Une double, voire une triple peine, alors que l'isolement est aussi un facteur d'aggravation de la maladie. D'où l'importance d'accompagner ces patients au quotidien. « C'est tout l'enjeu d'une association comme afa Crohn RCH, en particulier face à la maladie de Crohn et la rectocolite hémorragique, qui touchent souvent des patients jeunes et qui ont un impact lourd sur leur qualité de vie », explique sa directrice, Anne Buisson. Dans une récente enquête, l'association montre aussi que ces maladies, à travers leur impact sur le quotidien, entravent jusqu'à la rémission des patients. D'où l'intérêt de la prévention tertiaire, qui vise à réduire la progression et les complications de la maladie, mais aussi les risques de rechute.

« En plus de nos actions traditionnelles, nous menons des ateliers en ligne construits sur la base de l'éducation thérapeutique. Il ne s'agit donc pas de convaincre le patient, mais de mobiliser ses ressources afin qu'il comprenne ce qu'il peut faire pour mieux vivre avec sa maladie. » Autohypnose, activité physique, alimentation... Les sujets sont variés et le format, plus acces-



Anne BUISSON,
directrice de
l'Association afa Crohn
RCH

« Il ne s'agit pas de convaincre le patient, mais de mobiliser ses ressources »

sible, séduit : « Nous avons beaucoup plus de patients dans nos ateliers en ligne que lors des sessions organisées à l'hôpital. »

PRÉVENIR AU QUOTIDIEN

Pour Anne Buisson, « sortir la prévention du champ de la santé est une évidence ». « Il faut l'inscrire dans le parcours de vie, en particulier pour les patients chroniques. » D'autant que si la prévention repose sur des changements de comportements individuels, elle réclame aussi une vraie prise de conscience politique et sociale. « Il y a trop d'injonctions contradictoires, de lobbying et de déni de la part des populations, sur l'alcool notamment. Il faut être plus fort. Est-ce que ça veut dire des mesures de coercition ? Peut-être... La prévention doit arriver dans nos vies, comme la fait par exemple le tri sélectif. C'est quelque chose dont nous avons pris conscience et qui accompagne aujourd'hui notre quotidien. » Sans crainte d'ouvrir les financements à tous les acteurs disponibles. « Institutionnels, fondations, entreprises privées, mutuelles... Tous cohabitent très bien en termes de soutien financier dans nos programmes », se félicite Anne Buisson.

LES DONNÉES DE SANTÉ AU SERVICE DE LA PRÉVENTION

Les données de santé jouent un rôle clé dans la prévention. Avec les bons outils, les médecins peuvent anticiper l'évolution d'une maladie et agir en amont. C'est l'ambition du projet en intelligence artificielle HYDRO que le Health Data Hub accompagne. Il vise à prédire les crises d'insuffisance cardiaque menant à une hospitalisation pour les patients porteurs d'un pacemaker. « Pour ce projet, les chercheurs ont pu lier les données des implants cardiaques à celles de la base principale du Système national des données de santé (SNDS), c'est-à-dire les données d'hospitalisation et de remboursement de soins. Et créer ainsi un système de prévention par alerte, qui n'aurait jamais pu voir le jour sans ces données collectives », détaille Caroline Guillot, directrice citoyenne du Health Data Hub, la plateforme des données de santé française, qui associe 56 parties prenantes. Elle retient un enjeu en particulier : expliquer aux usagers comment leurs données sont utilisées pour la prévention et la recherche. « Il y a un manque d'information regrettable sur le sujet. Or cette transparence participe aussi à la sensibilisation. Elle donne du sens à la prévention ; elle est donc essentielle pour faire évoluer les pratiques. » Une façon également de donner à la prévention en santé la place qu'elle mérite au quotidien. « Si l'on



Caroline GUILLOT,
*Directrice citoyenne du
Health Data Hub*

veut vraiment faire évoluer collectivement nos valeurs, alors il faut faire en sorte que la prévention devienne un projet de vie. Dans ce domaine, le dispositif médical peut aussi apporter des solutions. »

ENTRAÎNER LES AUTRES

Caroline Guillot souligne toutefois l'importance d'observer non seulement ce que ces dispositifs de santé font aux personnes (dans un objectif d'améliorer leur santé), mais aussi ce que les personnes font des outils (souvent dans une perspective d'appropriation dans leur parcours de vie). L'ancienne responsable du diabète LAB de la Fédération française des diabétiques cite l'exemple des patchs qui ont remplacé les piqûres quotidiennes au bout des doigts afin de surveiller la glycémie. Une réponse à une contrainte sociale lourde pour les patients, avec l'objectif de rendre leur maladie moins visible. « Mais finalement, on s'est aperçu qu'au contraire, beaucoup communiquaient sur les réseaux sociaux, se prenaient en photo avec leur patch, et créaient ainsi une véritable communauté sans tabou. C'est cette fierté qui permet aussi de créer le désir de prendre soin de sa santé et d'entraîner les autres. »

« Il y a un manque d'information regrettable sur l'utilisation des données de santé »

DE NOUVEAUX ESPACES DE COOPÉRATION

Sous l'égide des Agences régionales de santé et des autorités locales, de nombreux acteurs jouent un rôle dans la prévention en région. Une position privilégiée qui leur permet de mener des actions plus ciblées, en fonction des caractéristiques des populations et de leur environnement. Dans le domaine du cancer par exemple, Benjamin Gandouet, directeur du Centre régional de coordination des dépistages des cancers (CRCDC) de Nouvelle-Aquitaine, rappelle que la moitié des nouveaux cas de cancer, soit jusqu'à 170.000 cas, pourraient être évités chaque année en luttant contre les facteurs de risques (le tabac, l'alcool, la sédentarité, la mauvaise alimentation...). « Ce constat nous pousse à réinterroger nos dispositifs. D'où l'intérêt des CRCDC, qui offrent un espace de coopération entre professionnels de santé, acteurs associatifs et autorités afin de faire converger notre regard sur l'analyse des forces et des faiblesses d'un territoire et d'engager ensemble des actions ciblées. »



Benjamin GANDOUET,
directeur du Centre
régional de dépistage
des cancers - Nouvelle-
Aquitaine

Présents dans toutes les régions et les départements d'outre-mer, ces centres permettent de réinventer la gouvernance historique de la prévention et de sortir du schéma d'une organisation en « tuyaux d'orgue ». « Pour schématiser : tout le monde faisait tout avant. Mainte-

nant, nous essayons de dessiner un collectif où chacun des acteurs tient une place, une mission définie et donc une responsabilité spécifique sur le terrain ».

Le dépistage des cancers a d'ailleurs connu des évolutions significatives ces derniers mois avec la possibilité pour les pharmaciens de délivrer des tests du cancer colorectal. Certains CRCDC ont de leur côté obtenu l'autorisation d'engager la coordination d'actions innovantes en privilégiant par exemple l'utilisation de nouveaux outils numériques. En Nouvelle-Aquitaine, enfin, des universités ont été appelées à renforcer des unités d'enseignement spécifique sur la prévention et le dépistage.

DES ACTIONS CIBLÉES

À la clé de ces nouvelles organisations, des actions plus ciblées. Au près des personnes en situation de handicap par exemple, souvent mal prises en charge dans les campagnes de prévention, le CRCDC de Nouvelle-Aquitaine a constaté que seuls 42 % des hommes avaient réalisé un dépistage du cancer colorectal dans les temps et 27 % des femmes, un dépistage du cancer du col de l'utérus. « Une action menée dans les établissements nous a permis de passer respectivement à 90 % et 66 % », se félicite Benjamin Gandouet. « Cela montre que de la façon d'aborder une problématique et de la méthodologie d'action naîtra un véritable impact sur les résultats et, in fine, sur le nombre de vies sauvées. Nous avons besoin de continuer à être disruptifs pour avancer. »

PREVENT2CARE : UN LABORATOIRE D'IDÉES DE PRÉVENTION

Pour un laboratoire comme Pfizer, la prévention est un enjeu primordial. « Nous sommes engagés dans différentes actions, en particulier de sensibilisation à la vaccination, mais aussi d'informations sur les maladies cardiovasculaires, de lutte contre l'antibiorésistance... », explique Sylvie Troy, directrice médicale adjointe de Pfizer, qui souhaite voir le système de santé « sortir du curatif exclusif pour se positionner plus en amont ». L'industriel apporte en outre son soutien à différents projets, notamment à travers le Prevent2Care Lab, un programme d'accompagnement unique en France pour des entrepreneurs qui développent des solutions innovantes en prévention. Il est opéré par INCO, une organisation à but non lucratif qui œuvre dans 50 pays pour une nouvelle économie plus inclusive et plus durable.

« Beaucoup des entrepreneurs sont des start-up, mais parfois aussi des associations. Notre objectif est de les aider à accélérer le développement de leurs solutions et à réunir toutes les conditions nécessaires à leur succès », explique Clémence Lauras, responsable du Prevent2Care Lab. L'incubateur propose neuf mois d'accompagnement sous forme de rendez-vous individuels sur mesure et d'ateliers collectifs, qui permettent aux entrepreneurs de se rencontrer, d'échanger, mais aussi de se former. Depuis son



Sylvie TROY,
*directrice médicale
adjointe de Pfizer*



Clémence LAURAS,
*responsable du
Prevent2Care Lab*

lancement en 2018, près de 120 porteurs de projets ont été accompagnés et plus de 90 % sont encore en activité. Ils ont en outre permis de créer plus de 700 emplois en France. « La grande force de ce programme, ce sont aussi ses partenaires, le Fonds de dotation Pfizer Innovation France, la Fondation Ramsay Santé et le groupe Elior. Ils nous permettent d'offrir gratuitement ce programme aux entrepreneurs, et de leur proposer des échanges privilégiés. »

DES PROJETS VARIÉS

Le Prevent2Care Lab accompagne ainsi des projets très variés, comme Zoé Care, qui développe une solution de télésurveillance médicale pour les personnes en perte d'autonomie, basée sur une technologie de reconnaissance des mouvements ; le programme 1Food1Me, qui aide les gens à adopter de meilleures habitudes alimentaires ; ou encore Apneal, qui propose une aide au diagnostic de l'apnée du sommeil via son smartphone. « Grâce à cette application, les professionnels de santé peuvent collecter de la donnée pour appuyer leur diagnostic. C'est un exemple qui illustre parfaitement l'apport formidable des partenaires du programme, car Apneal a pu, grâce à Pfizer, interroger 120 praticiens afin d'adapter au mieux sa solution à leurs besoins », souligne Clémence Lauras.

Sanofi en France

L'alliance de *l'innovation scientifique*
et de la *force industrielle*



Sanofi France - 7000040464 - 11/2022

Nous sommes unis autour d'une même vocation : *poursuivre les miracles de la science pour améliorer la vie des gens.*

Notre passion et notre détermination à trouver des solutions pour les patients nous donnent l'énergie de développer des traitements et vaccins innovants. Sans jamais renoncer.

Forts de nos expertises, de notre diversité et de nos collaborations avec l'écosystème français scientifique et de la santé, nous avons la volonté de réunir les Français autour d'une grande ambition thérapeutique, technologique et industrielle.


En France, nous sommes plus de 20 000 femmes et hommes présents sur 28 sites.

Science, Excellence, France. Faire rimer ces mots, c'est notre engagement.

 www.sanofi.fr

 Sanofi

 @SanofiFR

 @sanofi_france



sanofi

PARTENAIRE
OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE

TABLE RONDE 3

L'ENJEU DU FINANCEMENT ET DE LA COORDINATION

La politique de prévention en santé s'appuie sur différents financements, institutionnels et non institutionnels. Ensemble, ils représentaient une dépense totale d'environ 15 milliards d'euros en 2016, selon l'annexe « Prévention en santé » du PLFSS pour 2022. Mais « la multiplicité des acteurs intervenant dans le domaine (État, Assurance-maladie, collectivités locales, complémentaires santé, ménages...) complique néanmoins l'estimation des dépenses », reconnaît le gouvernement. Pour Alain Coulomb, président d'honneur de Coopération Santé, une prévention efficace ne se conçoit en outre que dans un temps long qui fait parfois défaut aux politiques. « Le temps de l'élu n'est pas celui de la prévention. Se pose alors la question des moyens et des outils qui permettront d'établir cette concordance des temps entre les différents acteurs, afin qu'ils se rencontrent, et, mieux encore, qu'ils se coordonnent. »

RENFORCER LA COORDINATION

Au cours de cette troisième table ronde, les participants ont ainsi pu mettre en avant les faiblesses des politiques de prévention : « Beaucoup de pays dépensent moins que la France et obtiennent de meilleurs résultats », souligne par exemple Jean-Marc Aubert, vice-président Healthcare France d'IQVIA, qui plaide pour un accompagnement au plus près des personnes, afin de lutter aussi contre les inégalités sociales. Quentin Bériot, directeur général de la mutuelle des forces armées Unéo, a de son côté plaidé pour davantage de coordination entre les



Alain COULOMB,
*président d'honneur de
Coopération Santé*

complémentaires santé et l'Assurance-maladie, à travers notamment un meilleur partage des données au service d'actions de prévention. Christine Bihl, pharmacienne d'officine, salue la mise en place des entretiens de prévention, qui permettront aux soignants d'accompagner leur patient en leur donnant des objectifs de prévention. Autant de défis bien compris par Delphine Champetier de Ribes, directrice adjointe à la direction de la Sécurité sociale du ministère de la Santé et de la Prévention, qui espère désormais voir la prévention infuser dans chaque nouvelle politique de santé.

« Le temps de l'élu n'est pas celui de la prévention. Se pose alors la question des moyens et des outils qui permettront d'établir cette concordance des temps »

DONNER UN « COUP DE POUCE » À LA PRÉVENTION

La France est-elle en retard sur le financement de la prévention en santé ? Sans doute, si elle est comparée aux pays nordiques, où la promotion de la santé est érigée en culture. Mais la France est aussi l'un des pays où l'espérance de vie entre 60 et 100 ans est la plus longue. On y compte – de loin – le plus d'habitants centenaires en Europe (21 pour 1.000 personnes de plus de 60 ans). En revanche, le niveau social a un rôle clé dans le phénomène. « Il ne s'agit pas d'une question de richesse, mais de compréhension du système de santé », explique Jean-Marc Aubert, vice-président Healthcare France d'IQVIA. « Ainsi, les personnes les plus éduquées vont vivre jusqu'à 14 ans de plus. Alors que les hommes qui n'ont pas cette compréhension de la santé ont 30 à 40 % de risques de mourir avant 65 ans. » La France, qui compte pourtant parmi les pays les plus égalitaires en termes de richesse, se classe parmi les derniers lorsqu'il s'agit de regarder les inégalités de santé, aux côtés des pays d'Europe de l'Est ou des États-Unis.

RÉINVENTER LA PRÉVENTION

« C'est une responsabilité collective et la prévention a beaucoup à voir avec ces inégalités », insiste Jean-Marc Aubert, qui écarte toutefois l'idée d'une simple question de financement. « Beaucoup de pays dépensent moins que la France et obtiennent de meilleurs résultats. » Il pointe des politiques mal ciblées, sur le tabac par exemple avec le remboursement de patchs nicotiques par l'Assurance-mala-



Jean-Marc AUBERT,
*VP Healthcare France
d'IQVIA*

die. « Pour quelqu'un qui paie son paquet de cigarettes plus de 10 euros chaque jour, acheter des patchs à un euro n'est pas un frein. » Les pays qui ont décidé de travailler davantage l'image négative du tabac obtiennent de bien meilleurs résultats, et avancent désormais sur son interdiction pour les générations futures.

De plus, mieux accompagner les personnes dans les actions de prévention est essentiel pour faire tomber les barrières liées à cette compréhension de la santé. « Des pays, comme l'Angleterre et la Suède, l'ont bien compris et mettent en place des « nudge », un petit « coup de pouce », une incitation bienveillante, qui va inciter davantage à un changement de comportement », explique Jean-Marc Aubert. « Pour le dépistage du cancer du sein par exemple, plutôt que d'envoyer une simple invitation, il serait possible de donner directement aux personnes une date et une heure pour l'examen. C'est une incitation beaucoup plus forte pour ceux qui, sinon, risquent de ne pas prendre leur rendez-vous. »

DES MUTUELLES AU PLUS PROCHE DES POPULATIONS

Première mutuelle des militaires et de leurs familles, Unéo protège plus de 800.000 personnes, dont les caractéristiques populationnelles et le cadre de vie sont très spécifiques. « Notre mutuelle est dans une position idéale pour répondre, avec des actions complémentaires à celles de l'Assurance-maladie, aux besoins spécifiques de nos assurés », souligne Quentin Bériot, son directeur général. « Mais nous

avons besoin pour cela d'un changement de regard de l'administration sur nos activités afin de permettre une coopération de tous les acteurs en faveur des patients. » En quête de transformations, le dirigeant voit d'un œil très positif la ré-

forme de la protection sociale complémentaire des fonctionnaires, qui sera lancée à partir du 1^{er} janvier 2025 pour la fonction publique d'Etat. Elle prévoit la mise en place d'un contrat santé collectif pour environ 2,5 millions de fonctionnaires et sa prise en charge par l'État à hauteur de 50 %. « Les mutuelles, qui seront sélectionnées par les

« Il est déterminant d'avancer main dans la main avec l'administration »



Quentin BÉRIOT,
directeur général Unéo

différents ministères via des appels d'offres, accompagneront les fonctionnaires pour une durée de cinq à six ans. Soit une durée qui permettra de mettre en œuvre de véritables politiques de prévention et de monitorer leur impact sanitaire et financier. D'autant qu'il est prévu qu'une part des cotisations soit affectée à l'accompagnement médico-social. »

UN POTENTIEL À OPTIMISER

Mais pour que les mutuelles puissent pleinement jouer leur rôle en matière de prévention ciblée, au plus proche des populations qu'elles couvrent, elles demandent aussi de nouveaux outils, dont un accès aux données de santé pour pouvoir déployer des politiques de prévention adaptées auprès de ceux qui en ont le plus besoin. « La crainte du législateur est de nous voir utiliser ces données à des fins d'assureurs. Mais il serait tout à fait possible de mettre une barrière et même des actions de supervision pour garantir cette finalité de prévention », assure Quentin Bériot. Ces données permettraient notamment de mieux comprendre et mesurer l'impact des programmes de prévention, dont les effets ne sont souvent visibles qu'à moyen terme. « Il est déterminant d'avancer main dans la main avec l'administration sur ces questions. Cette coopération, pilotée et suivie, sera un facteur démultiplicateur de la prévention, qui permettra par ailleurs d'optimiser l'accompagnement des populations et par là même l'efficacité des dépenses collectives ».

DES ENTRETIENS DE MOTIVATION À LA PRÉVENTION

Face à la désertification médicale, l'officine a gagné une place stratégique dans le parcours de soins, qui s'est accentuée pendant la Covid-19. « Pour prendre toute sa place, la prévention passera forcément par le pharmacien », insiste Christine Bihl,



Christine BIHR,
*pharmacienne
d'officine, collègue
Pharmacie*

pharmacienne d'officine, collègue Pharmacie. Elle compte notamment sur les nouveaux bilans de prévention, mis en place par le gouvernement aux âges clés de la vie (18 ans, 45 ans, 60 ans et 70 ans). Cette consultation, qui pourra être réalisée par un médecin, infirmier, pharmacien ou sage-femme, repose sur un questionnaire d'une trentaine de questions, auxquels le patient pourra répondre directement sur son espace numérique de santé ou avec l'aide du soignant. Beaucoup de thèmes y sont abordés, dont la vaccination, l'alimentation, l'activité physique, mais aussi la santé sexuelle, le bien-être mental, les addictions, le dépistage du cancer et des maladies chroniques ou encore la santé environnementale, un enjeu clé pour la santé des générations futures.

Grâce à cet échange privilégié, le soignant pourra donner des conseils personnalisés à la personne, et l'inciter à adopter des habitudes de vie plus favorables afin de vivre plus longtemps en bonne santé. Le gouvernement compte aussi sur ces ren-

dez-vous pour augmenter les taux de participation aux campagnes de dépistage et améliorer le taux vaccinal de la population française.

UNE POSTURE BIENVEILLANTE

Pour Christine Bihl, l'efficacité de ces bilans dépendra toutefois de la formation des professionnels de santé, afin qu'ils puissent adopter une posture bienveillante et ouverte. « Les soignants, dont les pharmaciens, devront sortir de leur posture d'expert et du dialogue à sens unique, qui ne fonctionne pas. C'est l'un des grands enjeux pour entrer véritablement dans le cadre d'un entretien motivationnel. » À l'issue de ces entretiens, deux thèmes prioritaires seront définis avec le patient, autour d'un plan de prévention personnalisé et d'objectifs SMART (spécifique, mesurable, atteignable, réaliste et temporel), afin qu'il puisse mesurer lui-même ses progrès. « Je crois beaucoup à ces bilans qui permettront d'aborder la santé sous un angle global et plus seulement sur ceux de la maladie et des traitements. Et je suis sûr que le pharmacien d'officine y trouvera toute sa place », se félicite Christine Bihl.

« Les soignants, dont les pharmaciens, devront sortir de leur posture d'expert »

VERS UN « BUDGET PRÉVENTION » ?

Pour Delphine Champetier de Ribes, directrice adjointe à la direction de la Sécurité sociale du ministère de la Santé et de la Prévention, l'efficacité économique de la prévention ne fait aucun doute. Et même s'il s'agit d'une forme d'investissement qui ne rapporte que sur le long terme, « il est tout à fait possible d'en mesurer concrètement les bienfaits économiques ». Mais ces calculs sont plus difficiles à valoriser dans des plans de financements à un an, régi par les arbitrages des besoins immédiats. Toutefois, si la prévention n'occupe pas une ligne stratégique de chaque PLFSS, elle s'infuse dans de nombreuses politiques de santé. « Elle est présente de manière grandissante dans de nombreux financements dédiés aux professionnels de santé et aux hôpitaux », explique Delphine Champetier de Ribes, satisfaite de cette spécificité. « La prévention n'a pas à être un objet parmi d'autres au sein des lois de financement. Notre conviction est qu'elle doit faire l'objet de financements dans toutes les lois. »

DE LA PRÉVENTION DANS TOUTES LES POLITIQUES

Elle est ainsi mieux abordée dans les discussions conventionnelles avec les soignants, appelés à prendre plus de temps pour accompagner les patients dans la prise en charge de leur santé ; dans les expérimentations, notamment dans le cadre de l'article 51 sur l'innovation organisationnelle, qui insiste aussi sur les questions relatives à la prévention ; ou encore dans le cadre de la réforme du financement des



Delphine CHAMPETIER DE RIBES, directrice adjointe, direction de la Sécurité sociale, ministère de la Santé et de la prévention

établissements de santé, où la tarification à l'acte doit faire un peu plus de place à la qualité. « De la même façon qu'il existe aujourd'hui des budgets verts et des budgets genrés, il serait ainsi possible d'imaginer un budget prévention. »

Une question aujourd'hui très présente au sein du ministère de la Santé et de la Prévention. « Nous voulons créer dans les prochains mois les conditions à l'accélération de ce virage préventif. La prévention a vocation à être un peu partout dans le financement de l'Assurance-maladie. Cela a du sens pour les assurés, mais aussi pour les professionnels de santé qui sont prêts à s'engager », insiste Delphine Champetier de Ribes.

« La prévention n'a pas à être un objet parmi d'autres au sein des lois de financement »



OUBRI

proposer
des vaccins
pour tous les
âges de la vie

Parce que la santé a besoin d'audace.

Avec 11 vaccins visant à combattre 16 maladies infectieuses, MSD met aujourd'hui à la disposition des professionnels de santé une large gamme de vaccins pour les populations de tous les âges. Depuis plus d'un siècle, MSD, acteur majeur de la prévention, se donne pour mission de découvrir, développer et proposer des vaccins innovants pour protéger les patients et faire reculer certaines maladies.



Pour en savoir plus
rendez-vous sur
www.msconnect.fr



MSD
INVENTING FOR LIFE

UNE PRÉVENTION À L'ÉCHELLE INDUSTRIELLE

Co-auteur de la feuille de route « Prévention en santé 2023-2027 », qui a été présentée le 4 juillet 2023, Cyrille Isaac-Sibille, député du Rhône (MoDem et Indépendants), plaide pour une politique systémique de la prévention. « Je dirais même industrielle. Il faut produire de la prévention à tous les niveaux, avec un portage politique fort. Nous devons établir des priorités, des objectifs, mais aussi des indicateurs pour évaluer cette politique dans le temps. » Un exemple de cette prévention au format « industriel » : les campagnes

« Aujourd'hui, nous ne savons pas comment faire face aux pathologies chroniques qui augmentent »

de vaccination contre la Covid-19, où le système mis en place a permis d'abord de protéger les plus fragiles, et ensuite d'identifier, quasiment en temps réel, les faiblesses du dispositif. « Les données de santé ont montré que les décès étaient plus nombreux dans les départements les moins vaccinés. Elles ont ainsi pu guider les dispositifs d'aller vers, ce qui devrait être systématique aujourd'hui pour répondre aux grands défis de santé. »

Une réponse aussi à un système de santé



Cyrille ISAAC-SIBILLE, député du Rhône

pourrons pas nous satisfaire de solutions de dernières minutes. »

qui va mal, face au manque de soignants, au vieillissement de la population ou à des thérapeutiques innovantes toujours plus difficiles à financer. « Aujourd'hui, nous ne savons pas comment faire face aux pathologies chroniques qui augmentent. C'est un sujet toujours plus prégnant, et nous ne

DÉPASSER LE SYSTÈME DE SANTÉ

Même à l'échelle industrielle, la prévention doit aussi répondre aux déterminants de santé et aux facteurs de risques individuels, à travers une approche populationnelle. « Soyons honnêtes, il est très difficile de faire évoluer des comportements qui se sont installés depuis plusieurs années. C'est pour cela que je crois qu'il faut d'abord changer l'environnement », insiste Cyrille Isaac-Sibille, en soulignant que l'une des meilleures mesures pour la santé de la population prises au cours des dernières années a été le plan vélo, qui a incité, indirectement, les gens à faire davantage d'activité physique. Une initiative à prolonger désormais pour permettre à la prévention de trouver sa place au-delà du seul système de santé.



NOUS REMERCIONS LES PARTENAIRES DU COLLOQUE





COOPÉRATION SANTÉ

Promouvoir le dialogue entre acteurs de la santé

Un espace
de partage, ouvert
à tous les acteurs.
Rejoignez-nous sur
LinkedIn

**Réfléchir et agir ensemble
au service de notre
système de santé**



www.cooperationsante.fr



[cooperation-sante](https://www.linkedin.com/company/cooperation-sante)



annedeboismenu@cooperationsante.fr
cooperationsante.sgt@gmail.com